

.....*LES RENCONTRES* *DE L'OZP*.....

n° 91 – janvier 2012

5 partis politiques face à l'éducation prioritaire

Compte rendu de la réunion publique du 18 janvier 2012

Comme à chaque élection présidentielle, l'OZP a organisé une rencontre avec les représentants des principaux candidats à la présidence de la République, par ordre alphabétique de parti :

- pour EELV : **Olivier Masson**, responsable du colloque national EELV sur l'éducation à Lille en mai 2011, auteur de « Trois alternatives scolaires » ;
- pour leMoDem : **Sylvain Canet**, responsable de la Commission nationale éducation du Mouvement Démocrate ;
- pour le PS : **Bruno Julliard**, adjoint au maire de Paris, secrétaire national à l'éducation du Parti socialiste ;
- pour le PCF : **Henriette Zoughebi**, vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France en charge des lycées ;
- pour l'UMP : **Jacques Groperrin**, député de la 2ème circonscription du Doubs, président et rapporteur de la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la formation des enseignants.

Il s'agissait, dans un premier temps pour chacun d'entre eux de présenter en 10 minutes leurs propositions pour l'Education Prioritaire, puis de répondre aux questions du public composé d'enseignants, de représentants des syndicats, de coordonnateurs ZEP, de chercheurs et de journalistes.

Jacques Groperrin (UMP)

L'intervenant précise tout d'abord que le programme pour l'éducation prioritaire n'est pas encore finalisé à l'UMP et que lui-même n'est pas un spécialiste de la question. Il va cependant faire le bilan des actions menées par le gouvernement depuis 2007 et exposer quelques grands principes sur lesquels son parti s'appuie.

Le bilan de l'EP est contrasté. Cependant, beaucoup a été fait pour faire réussir tous les élèves et réduire les écarts entre les établissements en essayant de développer une ambition scolaire

Beaucoup d'argent a été mis dans les ZEP pour peu de résultats. La faiblesse de la culture de l'évaluation dans l'éducation nationale n'est sans doute pas étrangère à cette situation.

On constate qu'il y a trop de freins pour que les élèves réussissent : du côté des élèves eux-mêmes qui manquent d'ambition, du côté des parents et aussi des enseignants qui, à travers

leurs discours, n'entraînent pas les élèves vers la réussite. On entend trop souvent la formule : « Ces études ne sont pas faites pour toi ».

Depuis plusieurs années, beaucoup a été fait cependant. De nombreuses actions ont été menées : transformation de l'EP en programme Ambition-Réussite avec création des RAR, puis évolution vers les programmes CLAIR et ECLAIR.

Ces actions sont à mettre en parallèle avec d'autres développements comme les PPRE, le livret de compétence, l'accompagnement scolaire et les stages de remise à niveau en primaire.

Pour réussir, il est nécessaire que les équipes soient stables, qu'elles innover et qu'elles soient autonomes, même si, selon le bilan récent du recteur Nique, il apparaît que les difficultés persistent même si les personnels ont été plus impliqués.

On peut constater que beaucoup de choses ont été faites pour individualiser et personnaliser l'enseignement. Il reste à mobiliser et à responsabiliser les enseignants et les chefs d'établissements pour développer la volonté de faire du « cousu main ».

Olivier Masson (EELV)

Le constat largement partagé est que l'empilement des dispositifs créés depuis la création des ZEP répond à des objectifs et des modalités différents. Cela n'est plus lisible pour les acteurs et renforce le sentiment de stigmatisation. L'arrivée de la réussite éducative a amené beaucoup d'acteurs à coopérer, mais a créé de la concurrence entre les dispositifs. Il faut cesser de développer la logique de concurrence entre les établissements et même entre les familles qui doivent avoir un comportement stratégique. Il faut enfin plaider pour la cohérence des équipes éducatives et la stabilité des équipes pédagogiques. La réforme dite de la maîtrise va accentuer le turn-over des enseignants...

Les écologistes privilégient l'approche territoriale, que l'on devrait appliquer dans tous les domaines et pour tous les territoires. De ce point de vue-là, les lieux d'éducation prioritaire doivent relever du droit commun, pour éviter la logique de ghettoïsation. Nous souhaitons, comme cela a été expérimenté sous le ministère Nolle dans la communauté française de Belgique, appliquer une démarche objective pour classer les établissements en éducation prioritaire. Aujourd'hui, en France, un des leviers serait d'appliquer le budget consolidé pour tous les établissements : salaires des personnels, contributions des collectivités... Enfin, pour les écologistes, il faut réintroduire des démarches collectives d'élèves dans les dispositifs d'apprentissage et les expériences vécues. Cela concerne aussi l'implication des adultes dans une démarche de projet éducatif. Un des leviers intéressants pour mobiliser parents et élèves serait l'entrée par les « éducation à... » (santé, environnement, etc.)

Pour la mandature, il faut mieux articuler Education prioritaire et politique de la ville avec des moyens conséquents et pérennes. Il faut poser la question des parcours scolaires, des poursuites d'études, de la mobilité géographique vécue par les élèves. Il faudrait s'appuyer fortement sur l'éducation populaire.

Dans une logique d'innovation, nous plaçons pour l'appel à des équipes de volontaires. Il faut accompagner les équipes. Nous voulons des établissements à taille humaine ou alors la constitution au sein des établissements d'équipes pédagogiques fonctionnelles.

Bruno Julliard (PS)

Il précise en premier lieu que le projet PS pour l'Ecole n'est pas encore totalement arbitré et que le projet d'éducation prioritaire sera une déclinaison du projet général.

Au-delà de la question des moyens, qui ne manquera pas de se poser, il y a lieu tout d'abord de transformer le système en profondeur car il est trop sélectif et que cette sélection s'effectue par l'échec.

La priorité sera donnée à l'école maternelle et les rythmes éducatifs seront repensés.

La question de la formation initiale des enseignants sera revue et la formation continue sera obligatoire.

Le « socle commun » devra être clarifié - surtout en primaire où il est en contradiction avec les programmes - et rendu plus progressiste et démocratique.

La relance de l'EP sera une priorité : on reviendra aux fondements des ZEP : « redonner plus à ceux qui ont besoin de plus » car sauver quelques élèves « méritants » (internats d'excellence, Sciences Po...) en abandonnant les autres ne correspond plus aux ambitions scolaires et sociales actuelles.

Nous proposons comme préalable de rendre publiques – en euros - les dotations des collèges. La comparaison avec les dotations des classes prépas et de lycées provoquera un électrochoc. Nous créerons 60 000 postes, mais sans saupoudrage et au service de projets et de transformations.

Nous prévoyons progressivement d'amplifier la scolarisation des moins de 3 ans, en priorité pour les familles des quartiers populaires, de mettre en place une sectorisation qui ne doit pas ghettoïser et de mettre à contribution les établissements privés.

Nous proposons également de réformer le métier et les services des enseignants en EP en réduisant le temps de cours face aux élèves (et non pas en augmentant le temps de présence dans l'établissement), de donner une autonomie pédagogique accrue aux équipes (et pas seulement aux chefs d'établissement) et de favoriser la co-éducation avec les associations et les parents.

Nous sommes contre le profilage des postes en collège mais pour une meilleure information des enseignants qui doivent pouvoir choisir les établissements en connaissance de cause.

Enfin, nous accorderons toute leur place aux problèmes de sécurité et aux actions de prévention.

Henriette Zoughebi (PCF)

En préambule, H. Zoughebi considère qu'il faut redonner à l'école un sens général dans la société. L'École doit être vraiment un projet politique.

Nous devons avoir une même ambition pour tous les jeunes dans une école et en particulier pour ceux des élèves qui « n'ont que l'école pour réussir ».

Aujourd'hui, le constat est grave : ainsi, le programme CLAIR fait le lien entre la difficulté scolaire et la violence ; l'autonomie dévolue aux établissements est en contradiction avec notre vision globale d'une ambition nationale.

On constate des dérives avec certaines réformes mises en place récemment ; la suppression des cours du samedi matin a entraîné la réduction des heures de cours au détriment de ceux qui sont les plus démunis.

A nos yeux, « l'égalité des chances » doit faire place à « l'égalité des droits » et il faut en finir avec la mise en concurrence des établissements.

La lutte contre les inégalités à l'école doit être articulée avec la question du logement et de la mixité sociale (nous avons créé des observatoires régionaux de la réussite). Il faut obliger toutes les villes à appliquer la loi SRU et à créer du logement social.

Pour recréer de la réussite, la scolarité obligatoire doit aller de 2 ans jusqu'à 18 ans.

Il faudra aussi repenser les programmes et les pratiques des enseignants en rétablissant une formation initiale et continue ambitieuse et qui leur garantisse le statut de fonctionnaire d'Etat.

Sylvain Canet (MoDem)

Sylvain Canet est inquiet de la situation de l'école en général qui génère beaucoup d'échec scolaire. Il y a urgence, il faut refonder l'école.

On ne donne pas « plus à ceux qui ont moins » (en zone prioritaire, la dépense publique

est inférieure de 30% à la moyenne nationale). Le taux de chômage des non diplômés est très important (40%). Les classes sociales défavorisées constituent 84% des élèves en difficultés. Il faut impérativement agir dès le primaire, rétablir l'exigence de chaque niveau (nous repérons les difficultés des élèves dès la maternelle et au final elles subsistent au secondaire). Même l'orientation est subie et se fait actuellement par l'échec.

Tous les élèves doivent sortir du CM2 en sachant lire, écrire et compter.

Cette politique ne peut être mise en œuvre qu'en garantissant les postes, en répartissant mieux les moyens et en professionnalisant la formation initiale et continue des enseignants (la gestion de conflit en EP par exemple). Il faut rassurer et rassembler les enseignants. L'éducation a besoin d'union nationale. Pas de bons élèves sans bons profs. S'appuyer sur ce qui réussit, prendre les bonnes idées là où elles se trouvent en mutualisant les bonnes pratiques, travailler le sur-mesure et faire vivre le socle commun.

En EP, on doit également accompagner les familles en difficulté, travailler avec les associations et les partenaires des quartiers. Les enseignants ont besoin de temps pour cette collaboration. Il faut réfléchir à la question de la sectorisation, réformer les rythmes scolaires, en même temps être sur le cœur de métier des enseignants (travailler sur les apprentissages fondamentaux) et en même temps travailler sur la façon de mobiliser ces savoirs à d'autres moments de la journée, de différentes manières, avec tous les partenaires.

Tout cela devra être fait en rétablissant l'autorité et le calme là où c'est nécessaire et en mettant en place un véritable pilotage de proximité.

Après ces 5 interventions, la parole est donnée la salle qui demande des précisions dans différents domaines :

- sur la place du socle commun dans les différents projets ;
- sur la spécificité des projets EP, pas assez abordée dans les interventions ;
- sur la question des moyens ;
- sur la coordination entre la politique territoriale et l'EP ;
- sur la formation des enseignants, « qui a disparu » ;
- sur les doxas (« les interventions sont truffées de slogans censés régler les problèmes qui ne s'appuient sur aucune étude ou recherche ») ;
- sur les causes de l'échec scolaire ;
- sur l'articulation école/collège.

Compte tenu du temps qui reste, il est demandé aux intervenants de concentrer leurs réponses sur la spécificité du projet de leur parti pour l'EP.

Nous présentons ici de manière schématique la liste de leurs propositions.

Pour le PCF

Les élèves en éducation prioritaire doivent bénéficier d'un encadrement particulier avec des effectifs par classe réduits. La formation et la recherche-formation doivent être développées pour les enseignants des quartiers populaires, ainsi que les liens avec les collectivités locales. Plutôt qu'un « socle commun », il faut garder l'exigence d'une culture scolaire commune, combattre les écarts sans baisser les ambitions et permettre à tout le monde d'acquérir les bases à partir de 2 ans.

Nous sommes contre les internats d'excellence (qu'il faut supprimer immédiatement), mais partisans de développer l'internat dans les zones d'éducation prioritaire pour répondre aux difficultés sociales des familles.

Nous sommes contre ECLAIR, qui est bâti sur le principe de la concurrence, et là encore il ne faut pas attendre pour mettre en place une solution alternative.

Pour le PS

L'attention politique et l'investissement financier doivent être supérieurs pour l'EP, mais une augmentation des effectifs par classe jouerait peu sur les résultats. Les moyens doivent être attribués sur une base pluriannuelle pour favoriser la continuité des actions.

Le projet éducatif doit être territorialisé. Le projet d'établissement est fondamental et il faut le faire connaître à l'extérieur.

La rupture entre primaire et secondaire doit être moins brutale.

Pour pallier l'insuffisance de candidatures, le principe du pré-recrutement est envisagé.

Les internats d'excellence sont très coûteux - notamment pour les collectivités - et n'ont pas vocation à perdurer. Mais on ne pourra pas les supprimer d'un seul coup.

La question d'ECLAIR est encore en arbitrage. On peut envisager de le fonder dans l'éducation prioritaire.

Pour l'UMP

Les causes de l'échec sont multifactorielles et l'école aggrave les inégalités au lieu de les diminuer.

On doit partir sur une autre logique, faire aussi bien ou mieux à moyens constants et « mettre le paquet » sur la grande section de maternelle, le CP et le CE1.

Il nous faut réfléchir à un autre mode d'organisation, donner plus de liberté administrative et parier sur l'effet « chef d'établissement ».

Les actions menées doivent être pérennes, mais elles ne peuvent l'être que si elles reposent sur un projet.

On doit davantage travailler en réseau, s'appuyer sur le socle commun, supprimer le DNB sous sa forme actuelle et garder le socle commun comme DNB.

La mastérisation a fait diminuer le nombre de candidats. Nous proposons un autre cursus de formation qui s'achève par un concours à caractère professionnel. Enfin il est nécessaire de donner un attrait financier aux postes en éducation prioritaire.

Pour EELV

Concernant la formation des enseignants, EELV propose trois types de concours : le premier aurait lieu après la licence et ouvrirait sur deux années de formation professionnelle débouchant sur un master. Le deuxième type serait ouvert aux candidats déjà titulaires d'un master et le troisième à ceux qui auraient une expérience professionnelle reconnue par la VAE : ils donneraient droit à une année de formation débouchant sur un master d'enseignement et une titularisation. La formation initiale en alternance, en étant suffisamment longue, ouvrirait à des stages d'observation, d'accompagnement d'élèves, de pratique accompagnée, dans lesquels les établissements d'EP auraient toute leur place.

Nous nous réjouissons que l'éducation prioritaire figure en bonne place dans l'accord de mandature EELV-PS, mais nous pensons qu'il ne faut pas se limiter les discussions avec les seuls syndicats enseignants : tous les acteurs (parents, collectivités, associations) doivent être associés à tous les niveaux (établissements, académies, niveau national).

Pour le MoDem

Il faut agir sur l'ensemble des éléments du territoire éducatif, sur le quartier, sur le logement, l'emploi... et avec les associations, qui jouent un grand rôle dans les quartiers, avec les familles.

Les enseignants doivent disposer de temps pour travailler avec les partenaires.

Il est nécessaire de rediriger les moyens financiers vers le primaire.

Les élèves en échec scolaire ont un rapport à l'écrit difficile car ils sont eux-mêmes issus parfois de familles qui ont ces mêmes cicatrices. Il est indispensable de travailler les fondamentaux dès le primaire et donner du sens aux savoirs. Et agir avec les parents.

Sur le programme ECLAIR et les autres dispositifs, il n'y a pas de réponse monolithique ou dogmatique à donner aux problèmes d'éducation. Appuyons nous sur ce qui marche.